

Les communes dans la Chine nouvelle

LE PARTI communiste chinois a proclamé, en août 1959, la formation des communes populaires. C'est, depuis leur accession au pouvoir il y a plus de neuf ans, l'effort le plus puissant fait par les nouveaux maîtres de Pékin pour changer les cadres traditionnels de la vie rurale chinoise.

Que sont donc, au juste, ces communes populaires? Pour s'en rendre compte avec précision, il convient peut-être d'étudier la situation qui existait avant leur formation. Le canton représentait alors l'unité politique de base. Dans chaque canton, on trouvait un certain nombre de coopératives de producteurs agricoles (fermes collectives), d'organisations de crédit, de centres d'approvisionnement et de vente, d'établissements industriels locaux et ainsi de suite. Tous ces groupements fonctionnaient de façon plus ou moins autonome, même si leurs intérêts se recoupaient parfois; ils étaient soumis aux directives hiérarchiques, émanant du canton ou du comté, qui limitaient leur liberté d'action. Aujourd'hui tous les organismes économiques et politiques sont réunis sous une direction centrale unique, qui est le directoire de la commune. La plupart des communes ont des frontières qui coïncident avec celles des cantons; c'est pourquoi l'évolution s'est produite sans trop de heurts: le conseil populaire des cantons s'est automatiquement transformé en comité d'administration de la commune; les bureaux de direction des organismes financiers, commerciaux, agricoles ou industriels sont devenus des comités fonctionnant à l'intérieur des communes ou responsables devant elles. Le comité central du parti communiste chinois a décrit les communes comme des institutions auxquelles est confiée la direction pleine et entière des questions d'agriculture, de sylviculture, d'élevage d'animaux domestiques, d'occupations connexes et de pêche; l'industrie, l'agriculture, les échanges commerciaux, la culture, l'éducation, les affaires militaires ne forment qu'un grand tout.

Environ 99 p. 100 de la masse paysanne de la Chine (qui compte 500 millions d'âmes) est organisée en plus de 28,000 communes, composées chacune de 5,000 à 10,000 familles.

Les communes sont donc des centres d'activité politique et économique qui réunissent les unités fondamentales du gouvernement et de l'administration et les placent sous l'autorité directe du parti communiste. En augmentant et en étendant cette domination, on parvient à exercer une autorité politique quasi totale sur la masse de la population. De plus, les communes permettent aux autorités une répartition plus libre de la main-d'œuvre entre les divers secteurs économiques (agriculture et industrie) des communes. Les brigades et les équipes de production des communes exécutent le "plan de contrôle de la main-d'œuvre", qui établit des priorités.

Les pays occidentaux se sont intéressés aux communes moins pour leur valeur intrinsèque que pour le bouleversement social qu'elles représentent. On croit que ce phénomène est envisagé avec une certaine crainte par l'URSS et certains satellites soviétiques de l'Est européen. M. Khrouchtchev aurait dit au sénateur Humphrey, des États-Unis, que les communes étaient des organismes "réactionnaires". De son côté, M. Mikoyan aurait affirmé que l'Union soviétique avait renoncé au système des communes après une expérience malheureuse. Il est possible que peu à peu la Russie en soit venue à la conclusion que la Chine, qui se militarise et s'industrialise rapidement, risque